

ROYAUME DE BELGIQUE

Avis 36.326/2

DE LA SECTION DE LÉGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 22 décembre 2003, d'une demande d'avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un projet d'arrêté royal "portant exécution des articles 2, § 1^{er}, alinéa 7, 4, § 2, 6, § 3, alinéa 2, et 10 de la loi instaurant une déclaration libératoire unique", a donné le 30 décembre 2003 l'avis suivant :

Suivant l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, inséré par la loi du 4 août 1996, et remplacé par la loi du 2 avril 2003, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

"L'extrême urgence est motivée par le fait

- que la période au cours de laquelle une déclaration libératoire unique peut être effectuée, commence à courir à partir du 1^{er} janvier 2004;
- que pour les contribuables concernés, la sécurité juridique nécessaire doit être octroyée à partir de cette date;
- que la possibilité doit être offerte aux institutions intervenantes concernées d'établir à partir de cette date les structures nécessaires en ce qui concerne la déclaration libératoire unique."

La loi instaurant une déclaration libératoire unique (DLU) a notamment chargé le Roi :

- de fixer le modèle des déclarations à faire par les personnes physiques (article 6, § 2);
- de fixer le modèle de l'attestation nominative et numérotée à remettre au déclarant par l'établissement de crédit, la société de bourse, l'entreprise d'assurance ou le service compétent du service public fédéral finances (article 6, § 4).

Aucune disposition du projet n'est prise en exécution de ces dispositions.

Or, le Conseil d'État ne voit pas comment des personnes physiques pourraient faire une DLU régulière à partir du 1^{er} janvier 2004, et recevoir l'attestation nominative à laquelle cette déclaration donne droit si le modèle de la déclaration et de l'attestation n'ont pas encore été arrêtés.

Il apparaît donc, dès à présent, impossible que des DLU puissent être introduites "à partir du 1^{er} janvier 2004" comme le prévoit l'article 2 de la loi (ou même à partir du 5 janvier).

.../...

Le Conseil d'État attire dès lors l'attention de l'auteur du projet sur la fragilité de la motivation de l'urgence qui pourrait, le cas échéant, mener à la suspension ou à l'annulation de l'arrêté par la section d'administration du Conseil d'État.

*
* *

Observation préliminaire

Le Conseil d'État relève que suivant le procès-verbal de la séance du Conseil des ministres du 19 décembre 2003, "le groupe de travail de coordination de la politique" "procédera (le 29 décembre) à une relecture technique du projet, qui sera ensuite à nouveau soumis au Conseil des ministres le 30 ou le 31 décembre 2003" ⁽¹⁾.

L'attention de l'auteur du projet est attirée sur le fait que si le projet devait être modifié sur le fond pour tenir compte du résultat de ces relecture et examen complémentaires, il devrait à nouveau être soumis à l'avis de la section de législation.

*
* *

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^e, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte, ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Fondement juridique

Dispositif

Article 2

⁽¹⁾ Cela ne laisse guère de temps au Conseil des ministres pour tenir compte du présent avis si l'arrêté doit être pris au plus tard le 31 décembre 2003.

Selon l'article 2, l'investissement donnant droit au taux de 6 % peut consister dans la rénovation d'immeubles bâtis sis dans un État membre de l'Union européenne (§ 1^{er}, 1^o).

La preuve de cet investissement doit résulter de la "production de la facture d'un entrepreneur enregistré" (article 2, § 2, 2^{ème} tiret).

Or, dans un arrêté royal belge, à défaut d'autre précision, la notion d'"entrepreneur enregistré" se réfère au système organisé par les articles 400 à 408 du CIR (arrêté royal du 26 décembre 1998), de sorte que la preuve exigée ne pourrait être fournie lorsqu'il s'agit de la rénovation d'un immeuble sis dans un autre État membre de l'Union européenne. Le texte devrait donc être étendu, en ce qui concerne les travaux de rénovation de bâtiments sis dans un autre État membre, à la facture établie par un entrepreneur autorisé à faire des travaux de cette nature dans cet État.

Article 3, alinéas 1^{er} à 6

L'article 3 du projet est pris en vertu de l'article 10, alinéa 2, de la loi, qui donne au Roi le pouvoir de fixer les modalités suivant lesquelles est versée la contribution complémentaire de 6 % du montant déclaré, qui est due, en vertu de cet article, lorsque l'auteur d'une DLU ne respecte pas les conditions prescrites par la loi dans deux cas :

- la déclaration porte sur des valeurs mobilières qui n'ont pas été déposées dans un compte ouvert à l'étranger, auquel cas le déclarant est tenu de déposer ces valeurs sur un compte ouvert auprès d'un établissement de crédit ou d'une société de bourse et de les y laisser en dépôt pendant une période ininterrompue de trois ans (article 2, § 1^{er}, alinéa 5);
- le déclarant paie la cotisation unique au taux de 6 %, dont l'application est subordonnée à la condition qu'il investisse le montant déclaré dans les trente jours suivant la déclaration et pour une période d'au moins trois ans de la manière déterminée par arrêté royal (article 4, § 2).

L'article 3 du projet impose au déclarant de conclure avec l'établissement de crédit, la société de bourse ou l'entreprise d'assurance un contrat par lequel, dans les hypothèses auxquelles se rapporte l'article 10, il consent au "blocage", en espèces ou en valeurs mobilières, d'un montant équivalent à la contribution complémentaire qui pourrait

être due en vertu de cet article, à titre de garantie du paiement de celle-ci, et autorise l'établissement de crédit, la société de bourse ou l'entreprise d'assurance à payer cette contribution complémentaire au Trésor le 1^{er} juillet 2008 si le déclarant ou son ayant droit n'a pas apporté, entre le 1^{er} février et le 30 juin 2008, la preuve que l'obligation de dépôt pendant trois ans ou l'obligation d'investissements pendant trois ans a été remplie (article 3, alinéa 1^{er}, 1^o, et alinéa 2 ; voir aussi alinéa 5, dont il ressort que le blocage peut porter sur des valeurs mobilières).

Lorsque la DLU porte sur des sommes ou valeurs mobilières qui sont maintenues sur un compte à l'étranger, cas dans lequel la déclaration doit être introduite auprès du service public fédéral finances (article 2, § 1^{er}, alinéa 4, de la loi), le blocage prévu par l'article 3 du projet est remplacé par l'obligation du déclarant de fournir à ce service une sûreté réelle, une garantie bancaire ou une autre sûreté personnelle pour un montant équivalent à la contribution complémentaire éventuellement due en vertu de l'article 10 de la loi (article 3, alinéa 1^{er}, 2^o). Le service public fédéral finances peut, à partir du 1^{er} juillet 2008 (c'est par erreur que le texte français porte ici "1^{er} juin 2008") affecter cette sûreté à la perception de la contribution complémentaire due si le déclarant ou son ayant droit n'apporte pas, entre le 1^{er} février et le 30 juin 2008, la preuve qu'il a rempli ses obligations de dépôt ou d'investissement (article 3, alinéa 4 du projet).

L'organisation de ce système complexe de sûretés préventives (blocage de fonds ou de valeurs mobilières entre les mains de l'organisme privé qui reçoit la DLU ou constitution d'un gage ou d'une garantie personnelle au profit du service public fédéral finances) pour le cas où la contribution complémentaire prévue par l'article 10 serait due excède le pouvoir conféré au Roi par l'article 10, alinéa 2, de la loi, qui se limite à fixer les modalités suivant lesquelles ces contributions complémentaires sont versées : le versement (ou paiement) de la contribution complémentaire ne se conçoit juridiquement qu'à partir du moment où celle-ci est effectivement due et exigible.

Article 3, alinéa 7

L'alinéa 7 de l'article 3 vise l'hypothèse où l'établissement de crédit, la société de bourse ou l'entreprise d'assurance ne serait pas convaincu par les preuves apportées par le déclarant concernant l'exécution, selon le cas, de son obligation de dépôt ou d'investissement pendant une période de trois ans : en ce cas, le texte prévoit que la contestation sera soumise à un collège spécial présidé, selon le cas, par un représentant désigné par Febelfin ou l'UPEA, et composé, en outre, d'un membre désigné par le Ministre des Finances et d'un membre désigné par le Ministre de la Justice. Ce collège doit rendre sa décision dans les six mois de l'introduction de la contestation. Rien n'est dit d'une possibilité éventuelle de recours contre cette décision.

Le projet organise ainsi une juridiction administrative pour trancher une contestation relative à la contribution complémentaire instituée par l'article 10 de la loi.

Les contestations relatives à cette contribution complémentaire portent sur des droits politiques au sens de l'article 145 de la Constitution. Or, selon cette disposition, les contestations qui ont pour objet des droits politiques sont du ressort des tribunaux, "sauf les exceptions établies par la loi". "Par la loi", et non en vertu de la loi : il n'appartient donc pas au législateur de déléguer au Roi le pouvoir de créer une juridiction administrative pour trancher des contestations, même si celles-ci ne portent pas sur des droits civils, mais sur des droits politiques.

On chercherait d'ailleurs, en vain, dans la loi instaurant une déclaration libératoire unique une telle habilitation consentie au Roi.

.../...

L'alinéa 7 de l'article 3 du projet doit donc être supprimé.

À défaut de dispositions dans la loi concernant les contestations évoquées par cet alinéa, celles-ci seront de la compétence du tribunal civil. Le fait de soumettre la contestation au tribunal privera le déclarant de l'anonymat que la loi tend à lui assurer.

Observations finales

La version française du projet résulte apparemment d'une traduction défectueuse du texte néerlandais et devrait être entièrement revue.

Par exemple :

Article 2, § 2 :

- début de l'alinéa 1^{er} : "la preuve.. doit être délivrée" (au lieu de "faite" ou "fournie");
- premier tiret : "acte notarial", au lieu de "acte notarié";
- premier et quatrième tirets : "circonstance" au lieu de "preuve";
- troisième tiret : "par la production ... et en justifiant ..." : il faut remplacer "en justifiant" par "la preuve".

Article 3, alinéa 6

- "la personne concernée n'exécute pas l'obligation de preuve" au lieu de "ne satisfait pas à l'obligation de preuve";
- "ces valeurs sont placées", au lieu de "gardées".

Le texte néerlandais du projet est d'ailleurs également susceptible d'amélioration et doit être entièrement revu.

.../...

Par exemple :

Article 2, § 1^{er} :

- "Bij toepassing van" au lieu de "Met toepassing van" ou "Krachtens".

Article 3

Alinéa 1^{er}

- "de ... kredietinstelling, beursvennootschap of verzekeringsonderneming bij wie" au lieu de "waarbij";
- "desgevallend" au lieu de "in voorkomend geval". Cette observation vaut pour l'ensemble du projet.

Alinéas 3 et 4

- "ten laatste" au lieu de "uiterlijk".

Alinéa 5

- "ter zijner beschikking" au lieu de "te zijner beschikking".

Alinéa 6

- "In geval ... de blokkering heeft betrekking" au lieu de "In geval ... de blokkering betrekking heeft".

Article 4

Alinéa 4

- "aangeduide postrekening" au lieu de "opgegeven postrekening".

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	P. VANDERNOOT,	conseillers d'État,
Madame	M. BAGUET,	
Monsieur	J. KIRKPATRICK ,	assesseur de la section de législation,
Madame	B. VIGNERON,	greffier.

Le rapport a été rédigé par M. P. RONVAUX, auditeur adjoint.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

B. VIGNERON

Y. KREINS

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 36.326/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 22 december 2003 door de Minister van Financiën verzocht hem, binnen een termijn van vijf werkdagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk "besluit tot uitvoering van de artikelen 2, § 1, zevende lid, 4, § 2, 6, § 3, tweede lid, en 10 van de wet houdende invoering van een eenmalige bevrijdende aangifte", heeft op 30 december 2003 het volgende advies gegeven :

Volgens artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996, en vervangen bij de wet van 2 april 2003, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt de motivering in de brief met de adviesaanvraag als volgt:

"L'extrême urgence est motivée par le fait

- que la période au cours de laquelle une déclaration libératoire unique peut être effectuée, commence à courir à partir du 1^{er} janvier 2004;
- que pour les contribuables concernés, la sécurité juridique nécessaire doit être octroyée à partir de cette date;
- que la possibilité doit être offerte aux institutions intervenantes concernées d'établir à partir de cette date les structures nécessaires en ce qui concerne la déclaration libératoire unique."

De wet houdende invoering van een eenmalige bevrijdende aangifte (EBA) heeft inzonderheid de Koning ermee belast :

- het model vast te stellen van de aangiften die gedaan moeten worden door natuurlijke personen (artikel 6, § 2);
- het model vast te stellen van het nominatieve en genummerde attest dat aan de aangever moet worden afgegeven door de kredietinstelling, de beursvennootschap, de verzekeringsonderneming of de bevoegde dienst van de Federale Overheidsdienst Financiën (artikel 6, § 4).

Geen enkele bepaling van het ontwerp wordt uitgevaardigd ter uitvoering van die bepalingen.

Welnu, het is de Raad van State niet duidelijk hoe natuurlijke personen een regelmatige EBA kunnen doen vanaf 1 januari 2004 en het nominatieve attest ontvangen waarop die aangifte recht geeft, als het model van de aangifte en het attest nog niet zijn vastgesteld.

Het is nu reeds duidelijk dat "vanaf 1 januari 2004" geen EBA gedaan kunnen worden zoals bepaald wordt in artikel 2 van de wet (of zelfs niet vanaf 5 januari).

De Raad van State wijst dan ook de steller van het ontwerp op de wankelende motivering van het verzoek om spoedbehandeling die in voorkomend geval zou kunnen leiden tot de schorsing of nietigverklaring van het besluit door de afdeling administratie van de Raad van State.

*
* *

Voorafgaande opmerking

De Raad van State wijst erop dat volgens de notulen van de vergadering van de Ministerraad van 19 december 2003 "de Werkgroep Beleidscoördinatie (op 29 december) (zal) overgaan tot een technische nalezing van het ontwerp, dat nadien opnieuw aan de Raad van 30 of 31 december 2003 (zal) worden voorgelegd" ⁽¹⁾.

De aandacht van de steller van het ontwerp wordt gevestigd op het feit dat als het ontwerp ten gronde gewijzigd zou moeten worden teneinde rekening te houden met het resultaat van die extra nalezing en dat aanvullende onderzoek, het weer voor advies zou moeten worden voorgelegd aan de afdeling wetgeving.

*
* *

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het vervangen is bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van

⁽¹⁾ Daardoor krijgt de Ministerraad nauwelijks de tijd om rekening te houden met dit advies, als het besluit uiterlijk op 31 december 2003 moet worden uitgevaardigd.

de voormelde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Rechtsgrond

Dispositief

Artikel 2

Volgens artikel 2 kan de investering die recht geeft op een tarief van 6 % bestaan in de renovatie van gebouwde onroerende goederen gelegen in een lidstaat van de Europese Gemeenschap (§ 1, 1°).

Het bewijs van deze investering moet blijken uit de "overlegging van de factuur van een geregistreeerde aannemer" (artikel 2, § 2, 2^{de} streepje).

Welnu, in een Belgisch koninklijk besluit wordt, bij ontstentenis van enige andere precisering, met het begrip "geregistreeerde aannemer" verwezen naar het systeem waarin voorzien wordt door de artikelen 400 tot 408 van het WIB (koninklijk besluit van 26 december 1998), zodat het vereiste bewijs niet geleverd kan worden wanneer het gaat om de renovatie van een onroerend goed dat gelegen is in een andere lidstaat van de Europese Gemeenschap. Wat de renovatiewerken betreft van gebouwen die gelegen zijn in een andere lidstaat zou de tekst dus verruimd moeten worden tot de factuur die wordt opgesteld door een aannemer die gemachtigd is om dat soort werken uit te voeren in die lidstaat.

Artikel 3, eerste tot zesde lid

Artikel 3 van het ontwerp wordt uitgevaardigd krachtens artikel 10, tweede lid, van de wet, dat de Koning machtigt om de nadere regels vast te stellen volgens welke de bijkomende bijdrage van 6 %, van het aangegeven bedrag wordt gestort die krachtens dat artikel verschuldigd is wanneer de persoon die een EBA doet geen rekening houdt met de voorwaarden die door de wet worden voorgeschreven in twee gevallen:

.../...

- de aangifte heeft betrekking op roerende waarden die niet gedeponeerd zijn op een rekening in het buitenland, in welk geval de aangever ertoe gehouden is die waarden te deponeren op een rekening bij een kredietinstelling of een beursvennootschap en die er gedeponeerd te laten gedurende een ononderbroken periode van drie jaar (artikel 2, § 1, vijfde lid);
- de aangever betaalt de eenmalige bijdrage van 6 %, waarvan de toepassing afhankelijk is van de voorwaarde dat hij het aangegeven bedrag investeert binnen dertig dagen na indiening van de aangifte en voor een periode van ten minste drie jaar op de wijze bepaald wordt bij koninklijk besluit (artikel 4, § 2).

Krachtens artikel 3 van het ontwerp dient de aangever met de kredietinstelling, de beursvennootschap of de verzekeringsonderneming een overeenkomst te sluiten waarbij hij, in de gevallen waarop artikel 10 betrekking heeft, instemt met de "blokkering", in contanten of roerende waarden, van een bedrag gelijk aan de bijkomende bijdrage die krachtens dat artikel verschuldigd zou kunnen zijn, bij wijze van waarborg voor de betaling ervan, en waarbij hij aan de kredietinstelling, de beursvennootschap of de verzekeringsonderneming de toestemming geeft om die bijkomende bijdrage op 1 juli 2008 aan de Schatkist te betalen als de aangever of zijn rechtsopvolger tussen 1 februari en 30 juni 2008 niet het bewijs heeft geleverd dat voldaan is aan de verplichting tot deponeren gedurende drie jaar of aan de verplichting tot het investeren gedurende drie jaar (artikel 3, eerste lid, 1°, en tweede lid; zie eveneens het vijfde lid, waaruit blijkt dat de blokkering ook betrekking mag hebben op roerende waarden).

Wanneer de EBA betrekking heeft op sommen of roerende waarden die op een rekening in het buitenland worden aangehouden, in welk geval de aangifte moet worden ingediend bij de Federale Overheidsdienst Financiën (artikel 2, § 1, vierde lid, van de wet), wordt de blokkering waarin artikel 3 van het ontwerp voorziet, vervangen door de verplichting voor de aangever om aan die dienst een zakelijke zekerheid, een bankwaarborg of een andere persoonlijke zekerheid te verlenen voor een bedrag gelijk aan de bijkomende bijdrage die eventueel verschuldigd kan zijn krachtens artikel 10 van de wet (artikel 3, eerste lid, 2°). De Federale Overheidsdienst Financiën kan die zekerheid vanaf 1 juli 2008 (in de Franse tekst staat verkeerdelijk "1^{er} juin 2008") aanwenden ter

.../...

inning van de verschuldigde bijkomende bijdrage als de aangever of zijn rechtsopvolger tussen 1 februari en 30 juni 2008 niet het bewijs heeft geleverd dat hij heeft voldaan aan zijn verplichting tot deponeren of tot investeren (artikel 3, vierde lid, van het ontwerp).

De organisatie van dit complexe systeem van preventieve zekerheden (blokkering van gelden of effecten bij de private instelling die de EBA ontvangt of het stellen van een persoonlijke waarborg of pand ten gunste van de Federale Overheidsdienst Financiën) voor het geval de bijkomende bijdrage waarin artikel 10 voorziet, verschuldigd zou zijn, valt buiten de bevoegdheid die aan de Koning wordt opgedragen bij artikel 10, tweede lid, van de wet en beperkt is tot het bepalen van de modaliteiten volgens welke die bijkomende bijdragen worden gestort : het storten (of betalen) van de bijkomende bijdrage is vanuit juridisch oogpunt alleen mogelijk zodra ze effectief verschuldigd en invorderbaar is.

Artikel 3, zevende lid

Artikel 3, zevende lid, heeft betrekking op het geval dat de kredietinstelling, de beursvennootschap of de verzekeringsonderneming niet overtuigd zou zijn door de bewijzen die de aangever heeft aangebracht van de naleving van, naargelang van het geval, zijn verplichting om gelden of geldswaardig papier gedurende drie jaar op een rekening aan te houden of gedurende drie jaar te investeren: de tekst bepaalt dat in dat geval de betwisting zal worden voorgelegd aan een bijzonder college, dat naargelang van het geval wordt voorgezeten door een vertegenwoordiger aangewezen door Febelfin of door de BVVO, en voorts bestaat uit een lid aangewezen door de Minister van Financiën en een lid aangewezen door de Minister van Justitie. Dat college moet een beslissing nemen binnen een termijn van zes maanden vanaf de aanhangigmaking van de betwisting. Over het bestaan van een mogelijkheid om tegen die beslissing in beroep te gaan wordt niets gezegd.

Bij het ontwerp wordt aldus een administratief rechtscollege ingesteld voor het beslechten van een betwisting betreffende de bijkomende bijdrage waarin artikel 10 van de wet voorziet.

Betwistingen betreffende die bijkomende bijdrage hebben betrekking op politieke rechten in de zin van artikel 145 van de Grondwet. Volgens die bepaling behoren geschillen over politieke rechten evenwel tot de bevoegdheid van de rechtbanken, "behoudens de bij de wet gestelde uitzonderingen". Er staat "de bij de wet gestelde uitzonderingen", niet de krachtens de wet gestelde uitzonderingen: het staat dan ook niet aan de wetgever om de bevoegdheid tot het instellen van een administratief rechtscollege voor het beslechten van betwistingen aan de Koning over te dragen, zelfs als die betwistingen geen verband houden met burgerlijke rechten maar met politieke rechten.

In de wet houdende invoering van een eenmalige bevrijdende aangifte is het immers vergeefs zoeken naar zulk een opdracht van bevoegdheid aan de Koning.

Artikel 3, zevende lid, van het ontwerp dient dan ook te vervallen.

Doordat de wet geen bepalingen bevat die betrekking hebben op de betwistingen waarvan in dat lid sprake is, vallen die betwistingen onder de bevoegdheid van de burgerlijke rechtbank. Zodra de aangever de betwisting bij de rechtbank aanhangig maakt, verliest hij de anonimiteit die de wetgever hem wil garanderen.

Slotopmerkingen

De Franse tekst van het ontwerp, die blijkbaar het resultaat is van een gebrekkige vertaling van de Nederlandse tekst, moet volledig worden herzien.

Bijvoorbeeld :

Artikel 2, § 2:

- begin van het eerste lid : "la preuve ... doit être délivrée" (in plaats van "faite" of "fournie");
- eerste streepje : "acte notarial" in plaats van "acte notarié";
- eerste en vierde streepje : "circonstance" in plaats van "preuve";
- derde streepje : "par la production ... et en justifiant ...", waarbij "en justifiant" moet worden vervangen door "par la preuve".

Artikel 3, zesde lid

- "la personne concernée n'exécute pas l'obligation de preuve" in plaats van "ne satisfait pas à l'obligation de preuve";
- "ces valeurs sont placées" in plaats van "gardées".

Ook de Nederlandse tekst van het ontwerp is evenwel voor verbetering vatbaar en behoort volledig te worden herzien.

Bijvoorbeeld :

Artikel 2, § 1 :

- "Bij toepassing van" in plaats van "Met toepassing van" of "Krachtens".

Artikel 3

Eerste lid

- "de ... kredietinstelling, beursvennootschap of verzekeringsonderneming bij wie" in plaats van "waarbij";
- "desgevallend" in plaats van "in voorkomend geval". Deze opmerking geldt voor het hele ontwerp.

Derde en vierde lid

- "ten laatste" in plaats van "uiterlijk".

Vijfde lid

- "ter zijner beschikking" in plaats van "te zijner beschikking".

Zesde lid

- "In geval ... de blokkering heeft betrekking" in plaats van "In geval ... de blokkering betrekking heeft".

Artikel 4

Vierde lid

- "aangeduide postrekening" in plaats van "opgegeven postrekening".

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
Mevrouw	P. VANDERNOOT, M. BAGUET,	staatsraden,
de Heer	J. KIRKPATRICK,	assessor van de afdeling wetgeving,
Mevrouw	B. VIGNERON,	griffier.

Het verslag werd opgesteld door de H. P. RONVAUX, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. JAUMOTTE, staatsraad.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

B. VIGNERON

Y. KREINS